

# ACTION URGENTE

## DES TRAVAILLEURS ARRÊTÉS POUR AVOIR TENTÉ DE CRÉER UN SYNDICAT

Trois ouvriers d'une usine et un employé d'une ONG ont été arrêtés pour avoir tenté de créer un syndicat, en Chine. Les quatre hommes ont un accès restreint à leurs avocats et ils ne peuvent ni voir leurs proches ni communiquer avec eux depuis leur arrestation, en juillet 2018. Cela suscite des inquiétudes quant à leur bien-être et à leur accès à une procédure judiciaire équitable.

Li Zhan, Mi Jiuping et Yu Juncong travaillent à l'usine Jasic Technology, qui fabrique du matériel de soudure, à Shenzhen, dans le sud de la Chine. En juillet, ils ont tenté, avec plusieurs de leurs collègues, de créer un syndicat conformément aux dispositions actuelles de la législation. Quelques jours plus tard, le 27 juillet 2018, les trois ouvriers ont été accusés d'avoir essayé de créer un syndicat illégal et placés en détention dans le cadre d'une procédure pénale, les autorités les soupçonnant d'« avoir cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public ». Fu Changguo, membre du personnel du Centre Dagongzhe pour les travailleurs de Shenzhen, a été arrêté en août pour avoir scandé des slogans devant un poste de police en soutien aux ouvriers placés en détention. Ils ont de ce fait été tous les quatre inculpés d'« organisation d'un rassemblement dans le but de troubler l'ordre public ».

Depuis leur placement en détention, les quatre hommes ont du mal à rencontrer leurs avocats. Selon la famille de Fu Changguo, l'avocat de ce dernier n'a réussi à le rencontrer qu'une seule fois au cours des quatre derniers mois, car le centre de détention a rejeté toutes les autres demandes de visite. Récemment, l'avocat a dit à la famille de Fu Changguo qu'il allait se désister parce que le gouvernement va nommer un avocat commis d'office. Rien n'indique que Fu Changguo a consenti à cet arrangement. De la même façon, l'avocat de Yu Juncong n'a rencontré ce dernier qu'une fois, avant de se désister de l'affaire. Le nouvel avocat de Yu Juncong n'a toujours pas été autorisé à le rencontrer. En ce qui concerne Mi Jiuping, deux avocats se sont désistés de l'affaire. Son nouvel avocat n'a pas pu le rencontrer car les autorités ont dit que dans son cas il est question de secrets d'État et qu'aucune rencontre n'est par conséquent possible. Aucun de ces quatre hommes n'a pu rencontrer des membres de sa famille depuis leur placement en détention en juillet.

L'arrestation de ces quatre hommes s'inscrit dans le cadre d'un mouvement de répression visant les employés de Jasic qui ont voulu créer un syndicat en juillet 2018, et qui a donné lieu à l'arrestation de 26 autres personnes. De plus, des représentants des ouvriers ont été renvoyés, et d'autres ont été passés à tabac par des individus non identifiés après avoir essayé de retourner travailler dans cette usine.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- Demandez aux autorités de veiller à ce que Li Zhan, Mi Jiuping, Yu Juncong et Fu Changguo aient régulièrement accès, sans restriction, à leur famille et à l'avocat de leur choix pendant leur détention ;
- à ce que les familles et les avocats des quatre hommes soient informés de l'avancée de la procédure dans ces affaires ;
- et à ce que les quatre hommes soient remis en liberté ou jugés dans le respect des normes internationales relatives aux procès équitables, mais pas pour avoir pacifiquement exercé leurs droits à la liberté d'expression et de réunion.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 JANVIER 2019 À :

Directeur du Bureau de la sécurité publique de Shenzhen  
 Director, Shenzhen Municipal No.2 Detention Centre  
 Shangmeilin Gong'anjie  
 Futianqu, Shenzhen Shi  
 Guangdong Sheng 518000  
 République populaire de Chine  
**Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,**

Directeur du Bureau de la sécurité publique de Shenzhen  
 Xu Wenhai  
 Shenzhen Municipal Public Security Bureau  
 4018 Jiefanglu, Luohuqu  
 Shenzhen Shi, Guangdong Sheng  
 République populaire de Chine  
 Courriel : xwh@sz.gov.cn  
**Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,**

**Copies à :**  
Ministre de la Sécurité publique  
 Zhao Kezhi Buzhang  
 Gonganbu  
 14 Dongchanganjie  
 Dongchengqu, Beijing Shi 100741  
 République populaire de Chine  
 Tél. : +86 10 66262114 (en chinois uniquement)

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## DES TRAVAILLEURS ARRÊTÉS POUR AVOIR TENTÉ DE CRÉER UN SYNDICAT

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Li Zhan, Mi Jiuping, Yu Juncong et Fu Changguo n'ont pas été autorisés à voir leurs proches depuis leur placement en détention, il y a presque quatre mois. La famille de Li Zhan n'a appris qu'il avait été transféré au Centre de détention municipal n° 2 de Shenzhen qu'après avoir demandé des informations à la police. Les proches de Fu Changguo ont essayé de lui envoyer une lettre, mais le centre de détention l'a refusée. La famille de Yu Juncong dit n'avoir reçu aucune notification officielle concernant son arrestation ou sa détention.

À la suite de la première vague d'arrestations de juillet 2018, plus d'une dizaine de militants des droits du travail et d'étudiants soutenant les employés de Jasic ont été appréhendés le 9 novembre. Parmi eux figurent Sun Min, Zong Yang, Liang Xiaogang, Wang Guixia et Zhang Shengye. Tous sont des diplômés de l'Université de Pékin, l'une des plus prestigieuses universités chinoises. Selon des informations publiées par les médias, Zhang Shengye a été frappé et emmené par un groupe d'individus vêtus de couleurs sombres, sur le campus de l'université. Les agents de sécurité présents sur le campus n'auraient rien fait pour empêcher ces individus de frapper Zhang et de l'emmener avec eux. L'on ignore toujours où se trouvent ces cinq étudiants et plusieurs militants des droits du travail.

Peu après la disparition des diplômés de l'Université de Pékin, l'université a envoyé un message à tous les étudiants le 14 novembre, pour leur faire savoir qu'« ils ne doivent participer à aucune des récentes activités de soutien aux droits du travail ». D'après les médias, cette note les avertit qu'« après le message de ce jour, si des étudiants veulent toujours défier la loi, ils doivent alors prendre leurs responsabilités ».

Un travailleur qui a été appréhendé le 9 novembre puis relâché quelque temps après, a déclaré publiquement que la police a effectué une descente à son domicile, de nuit, et avec un mandat d'amener en blanc ne comportant aucune information. La police n'a pas respecté les dispositions du Code de procédure pénale, qui l'oblige à présenter les documents délivrés par le service adéquat du parquet populaire ou des services de sécurité pour une convocation. Cet employé a été emmené dans un poste de police et il a subi un interrogatoire qui a duré 24 heures. Les policiers ne l'ont pas autorisé à dormir. Ils ont en outre souvent mentionné ses parents et lui ont donné des coups de pied dans les jambes. Selon cet employé, à cause des pressions exercées de façon continue par les policiers et de son état de faiblesse physique, il a écrit une « lettre de garantie » mettant en cause une personne soutenant les travailleurs, et affirmant des choses « en totale contradiction avec les faits ».

Ces dernières années, la Chine a promulgué une loi et des réglementations visant à protéger les droits des travailleurs, mais elles ne sont guère appliquées. Selon le Bureau national des statistiques de Chine (BNS), en 2016, 35 % seulement des 281 millions de « travailleurs migrants employés comme domestiques » en Chine avaient un contrat de travail. Dans le même temps, les syndicats indépendants sont interdits et la Fédération nationale des syndicats chinois (FNCS), gérée par l'État, est la seule organisation autorisée à représenter les travailleurs en Chine. Les syndicats affiliés à la FNCS au niveau de l'entreprise sont souvent contrôlés par la direction des usines, ce qui leur laisse peu de marge de manœuvre pour protéger les intérêts des travailleurs.

Noms : Fu Changguo, Li Zhan, Mi Jiuping, Yu Juncong  
Hommes